

# Revue de presse



Mardi 28 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## L'Algérie, "un carrefour pour les investisseurs" à la faveur de la nouvelle loi sur l'investissement

L'Algérie constituera un carrefour pour les investisseurs locaux et étrangers, à la faveur des mesures incitatives que prévoit la nouvelle loi sur l'investissement, a déclaré lundi à Alger, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.



## Marché des assurances au 1er trimestre 2022 : Un chiffre d'affaires en hausse de 5,2%

Le secteur des assurances en Algérie poursuit sa phase de rétablissement de la pandémie de Covid-19, qui avait provoqué un relâchement au sein de ses différentes branches. Après une année 2021 marquée par un retour à la croissance positive, le marché national des assurances a traversé le premier trimestre 2022 dans la même tendance, soignant ses résultats par rapport à la même période de l'année dernière.

## **RÉVISION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL : Comment les salariés peuvent se lancer dans l'entrepreneuriat**

C'est un texte qui introduit un nouveau droit des travailleurs salariés : pouvoir bénéficier d'un congé d'une année extensible à dix-huit mois pour la création d'entreprise.

Les salariés peuvent désormais se lancer dans l'entrepreneuriat. Après la Chambre basse du Parlement (APN), c'était au tour du Conseil de la nation d'approuver, hier, le projet de loi complétant la loi n° 90- 11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail. Un texte qui introduit un nouveau droit des travailleurs salariés : pouvoir bénéficier d'un congé d'une année extensible à dix-huit mois pour la création d'entreprise.

Après son vote par le Parlement, l'on en sait donc un peu plus sur les modalités pratiques du droit des travailleurs salariés de pouvoir bénéficier d'un congé spécial en vue de se lancer dans leurs propres projets. Selon le ministre du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, ce texte donne le droit à tout travailleur du secteur économique, âgé de moins de 50 ans, confirmé dans son poste et capitalisant une expérience de trois ans au minimum, de bénéficier d'un congé spécial de 12 mois. L'intéressé se doit de formaliser sa demande trois mois avant son engagement dans son projet.

Et si son employeur ne répond pas au bout d'un mois, cela vaut accord implicite pour le travailleur qui bénéficie de la couverture sociale durant cette période de congé extensible une fois pour une rallonge de six mois. Aussi, précise encore le membre du gouvernement, l'employeur peut accorder une période de six mois pour donner son quitus à une demande de congé spécial, selon la spécificité du poste occupé par le travailleur demandeur.

M. Cherfa cite en exemple le poste de comptable dont l'occupant sur le départ temporaire se doit d'assurer la passation de consignes avec son successeur que l'employeur aura à recruter le temps de son congé spécial.

### **DEMANDE DE RÉINTÉGRATION**

Toutefois, pour se lancer dans l'entrepreneuriat, le travailleur demandeur d'un congé spécial pourra bénéficier des aides et autres mesures incitatives dont des exonérations d'impôts et de crédits sans intérêts. Ceci, explique le ministre, est tenu de ne pas concurrencer son employeur, autrement dit, il ne doit pas s'engager dans un créneau où évolue son employeur. Au cas où son projet d'investissement n'aboutit pas, le travailleur devra formuler sa demande de réintégration dans son poste un mois avant l'expiration de son congé spécial.

A travers cette nouvelle disposition, le gouvernement veut encourager l'entrepreneuriat qui connaît des difficultés à plusieurs niveaux et dans différents secteurs.

En somme, il s'agit, observent les rédacteurs de ce texte juridique, de promouvoir l'esprit entrepreneurial et permettre, au travailleur salarié «d'émerger dans le monde de l'entrepreneuriat et de participer à la promotion de l'économie».

Plus concrètement, ce texte permet aux salariés exerçant dans le secteur économique et non les fonctionnaires affiliés à la Fonction publique et soumis aux dispositions de l'ordonnance n°06-03 portant statut général de la Fonction publique qui, elle, fera également l'objet d'un projet d'amendement, de bénéficier d'un congé spécial pour pouvoir se lancer dans une aventure entrepreneuriale.

Lors des séances consacrées à son examen et au débat de ce texte, les membres de l'APN et du Conseil de la nation l'ont tous soutenu, alors que ceux de la commission de la santé et des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle n'ont pas fait de remarques majeures. Ils ont juste émis quelques amendements de forme



## **PROJET DE LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT : Le texte adopté hier par l'APN**

Le nouveau projet nécessite 8 textes d'application avec 16 articles dont les dispositions renvoient à la voie réglementaire, dont 7 nouveaux et un article amendé.

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier à la majorité le projet de loi relative à l'investissement. Le vote s'est déroulé lors d'une séance restreinte, présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar.

Le ministre de l'Industrie, cité par l'APS, avait présenté un exposé sur les principales mesures contenues dans le texte de loi, lesquelles visent dans leur ensemble à développer les secteurs d'activités prioritaires à forte valeur ajoutée, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles et les matières premières locales, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance. Le texte cible également la généralisation de l'utilisation des technologies nouvelles, la dynamisation de la création d'emplois pérennes, la promotion de la compétence des ressources humaines et le renforcement et l'amélioration de la compétitivité et la capacité d'exportation de l'économie nationale.

La commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'APN a également présenté, lors de cette séance, son rapport sur le texte de loi sur l'investissement, dans lequel elle a mis en avant l'importance des mesures visant la levée des barrières entravant l'investissement national et étranger.

Elle a mis l'accent sur l'urgence de promulguer les textes d'application de cette loi, tout en veillant à la mise en place des politiques d'accompagnement au titre d'une vision prospective et inclusive. En effet, la nouvelle loi relative à l'investissement prévoit 8 textes d'application qui seront prochainement publiés, a indiqué le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Selon lui, «le nouveau texte nécessite 8 textes d'application avec 16 articles dont les dispositions renvoient à la voie réglementaire, dont 7 nouveaux et un article amendé». Pour atteindre les objectifs attendus de ce nouveau texte, il faudrait procéder au réexamen et au traitement des règles constituant le cadre d'élaboration de ce projet de loi, reposant sur trois éléments essentiels, à savoir l'investisseur, le cadre institutionnel chargé de l'investissement et la protection des intérêts de l'Etat, a indiqué le ministre.

Concernant les éléments relatifs à l'investisseur, le nouveau texte de loi a prévu, a-t-il expliqué, plusieurs dispositions et garanties visant à renforcer la confiance en le cadre juridique de l'investissement, à consolider l'attractivité et à relever la compétitivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement, et ce, en consacrant les principes de liberté d'investir, de transparence et d'égalité de traitement des investissements, ainsi que les droits destinés aux investisseurs.

Ahmed Zeghdar a précisé qu'il s'agit en particulier de la liberté de choisir les programmes d'investissement dans le respect de la législation et de la réglementation relatives à l'exercice des activités économiques, la possibilité d'accorder au projet d'investissement un foncier relevant des domaines privés de l'Etat, la garantie de la protection des droits de propriété intellectuelle, la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent par les investisseurs étrangers.

Pas seulement. Il est également question de la dispense des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les apports extérieurs en nature sous forme de nouvelles marchandises, la garantie du droit de l'investisseur à recourir à la Haute Commission nationale des recours liés à l'investissement, installée au niveau de la présidence de la République et composée de magistrats et d'experts spécialisés en économie et en finances, avec détermination de délais de traitement qui soient contraignants pour les administrations concernées, en sus de son droit à recourir aux juridictions.

#### REDÉFINITION DES PRÉROGATIVES DU CNI ET RECONFIGURATION DE L'ANDI

Le nouveau texte dispose, par ailleurs, que «tout différend né de l'application de la présente loi, entre l'investisseur étranger et l'Etat algérien, résultant du fait de l'investisseur ou d'une mesure prise par l'Etat algérien à l'encontre de celui-ci, est soumis aux juridictions algériennes compétentes, la garantie du droit de l'investisseur à transférer ou à céder l'investissement après approbation, l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi, avec indemnisation juste et équitable».

Dans le cadre du nouveau cadre législative, il sera aussi procédé à la mise en place d'une seule autorité en vue de traiter avec l'investisseur, consistant en des guichets uniques qui comprennent des représentants des organismes chargés de l'investissement, avec mise à disposition des informations relatives à l'offre du foncier en termes d'octroi des terrains relevant des domaines privés de l'Etat et de leur mise à disposition pour les investisseurs bénéficiant des avantages prévus dans le projet de loi.

Le nouveau projet de loi, qui prévoit la révision des prérogatives du Conseil national de l'investissement (CNI), qui aura pour seule mission de proposer la stratégie de l'Etat en matière d'investissement, de veiller à sa cohérence globale et d'évaluer sa mise en œuvre, oblige le CNI à élaborer un rapport d'évaluation annuel qui sera transmis au président de la République, selon les explications de M. Zeghdar. L'ANDI aura également à subir une reconfiguration, avec une nouvelle dénomination, «l'Agence algérienne de promotion de l'investissement», placée sous l'autorité du Premier ministre. Elle aura le rôle d'un véritable promoteur et accompagnateur des investisseurs.

Le projet de loi adopté hier par l'APN propose, selon M. Zeghdar, une structure pour les systèmes d'incitation aux projets d'investissement ainsi que les conditions à remplir pour bénéficier des avantages en fonction de leur impact sur le développement des secteurs et du développement des régions à travers le territoire national selon la valeur ajoutée de ces investissements par rapport à l'économie nationale.



## **LE G7 PLANCHE SUR DE NOUVELLES SANCTIONS : Les prix du pétrole instables**

Les prix du pétrole ont ouvert la première journée de cotation de la semaine sur des notes volatiles alors que les regards se tournent, une fois de plus, vers une réunion des dirigeants des pays du Groupe des 7 (G7), qui se tient en Allemagne. La perspective de nouvelles sanctions contre la Russie est au menu, ce qui perturbe de nouveau le marché pétrolier. Les dirigeants du G7, qui ont commencé leur réunion dimanche, devaient discuter des options pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie et remplacer les importations russes de pétrole et de gaz, ainsi que de nouvelles sanctions qui n'aggravent pas l'inflation.

Ces mesures comprennent un éventuel plafonnement des prix des exportations de pétrole russe afin de réduire les revenus de Moscou tout en limitant les dommages aux autres économies. Une combinaison qui laisse sceptiques beaucoup d'analyses, d'autant que la Russie pourrait réagir en limitant ses approvisionnements.

La perspective de fourniture de pétrole et de gaz encore plus serrée planait sur le marché alors que les gouvernements occidentaux cherchaient des moyens de réduire la capacité de la Russie à financer sa guerre en Ukraine, même si les dirigeants du G7 devaient également discuter, selon un compte rendu de Reuters, d'une relance de l'accord sur le nucléaire iranien,

ce qui pourrait permettre à l'Iran de mettre plus de pétrole sur le marché. En outre, certains des dirigeants du G7 font pression pour que soit reconnu le besoin de nouveaux financements pour les investissements dans les énergies fossiles, selon des sources citées par Reuters, alors que les Etats européens s'efforcent de diversifier leurs approvisionnements.

Les prix sont instables depuis les dernières journées de cotation de la semaine dernière, mais restent robustes, les inquiétudes pressantes en matière d'approvisionnement l'emportant sur les craintes croissantes concernant la menace d'une récession mondiale, à la suite d'une série de données économiques pessimistes en provenance des Etats-Unis, l'un des plus grands consommateurs de pétrole au monde.

La rencontre du G7 se tient à quelques jours de la réunion mensuelle de l'OPEP+ – prévue le 30 juin 2022 –, qui pourrait accélérer son plan d'augmentation de production en août, comme elle l'a fait pour le mois de juillet, lors de sa précédente réunion, sans se désolidariser avec la Russie, chef de file des alliés de l'organisation.

Dans ce contexte, les contrats à terme sur le Brent ont baissé 28 cents à 112,84 dollars le baril en début de cotation hier, à Londres, après avoir rebondi de 2,8% vendredi. Le brut américain West Texas Intermediate était à 107,17 dollars le baril, en baisse de 45 cents, ou 0,42%, après un gain de 3,2% lors de la session précédente.

Les deux contrats ont chuté la semaine dernière pour la deuxième semaine consécutive, alors que les hausses de taux d'intérêt dans les principales économies ont renforcé le dollar et attisé les craintes de récession. Cependant, les prix du pétrole restent solides, bien soutenus au-dessus de 100 dollars le baril, tandis que le marché reste tendu, souffrant d'approvisionnements limités dans le contexte de la guerre en Ukraine.



### **Balance commerciale de l'Algérie : un excédent de 1,97 milliard de dollars durant les 4 premiers mois de 2022**

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré durant les quatre (4) premiers mois de 2022, un excédent de l'ordre de 1,97 milliard de dollars contre un déficit de 959 millions de dollars durant la même période de l'année précédente, soit une hausse de 305%. C'est ce qu'a fait savoir dimanche le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de remise du trophée du meilleur exportateur algérien en 2021, organisée par le World Trade Center Algiers (WTCA) à Alger.



### [Meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour 2021 : Tosyali Algérie remporte le trophée](#)

Le trophée de la meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour l'année 2021 est revenu à la société Tosyali Algérie, spécialisée dans la fabrication de fer et d'acier. Ce trophée est décerné par le World Trade Center Algiers (WTCA) qui a organisé la cérémonie de remise des prix de cette 19e édition à Alger, dans la soirée de dimanche, en présence du conseiller du président de la République chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et de plusieurs chefs d'entreprises et responsables de différentes organismes.



### [Mourad Goumiri, expert en économie et finances, et M'Hamed Hamidouche, analyste économique : «Tous les IDE sont bons à prendre»](#)

Dans cet entretien, Mourad Goumiri, expert en économie et finances, et M'hamed Hamidouche, docteur en analyse économique, ont abordé l'opportunité des investissements directs étrangers (IDE). Et pour faire de l'Algérie une destination privilégiée, ils donnent leur recette...



### [Hassan Khelifati-vice-président de l'UAR : «Clarifier l'avenir de l'investissement en Algérie»](#)

Le projet de loi sur l'investissement est «l'un des textes les plus fondamentaux pour la pays», commente Hassan Khelifati, vice-président de l'Union algérienne des sociétés d'Assurance et de Réassurance, qui «espère voir d'autres textes suivre d'ici la fin de l'année, notamment celui portant relance du marché financier et bancaire». Pour M. Khelifati, le document en question est porteur de «grandes orientations», citant le cas de l'ANDI dont la nouvelle configuration la place sous tutelle du Premier ministre.



### [Mouloud Kheloufi, Président de l'AGEA: «Un acquis pour l'économie nationale»](#)

«Un acquis pour l'économie nationale». C'est par ces termes que Mouloud Kheloufi, président de l'Association Générale des Entrepreneurs Algériens a résumé l'apport du projet de loi sur l'investissement, adopté hier à l'APN.



### [Abderrahmane Hadeff expert en économie : "Assurer la stabilité du système législatif"](#)

Libérer l'esprit d'initiative, amélioration du climat des affaires en Algérie, assurer la transparence, faciliter le cadre de l'investissement, la célérité, l'efficacité et la pérennité, la criminalisation de toutes formes d'entraves ou blocages de l'acte d'investir, la débureaucratization... et surtout la stabilité du système législatif, tels sont les maîtres-mots décrivant la nouvelle loi de l'investissement, adoptée hier.



### [Editorial : Opportunité](#)

Les opérateurs économiques algériens sont conscients de l'importance d'accéder à un marché africain fort de plus d'un milliard de consommateurs. De par sa position géographique, à la jonction entre l'Afrique et l'Europe, notre pays possède tous les atouts pour prendre pied dans un continent d'avenir et faire de la coopération Sud-Sud une réalité.



### [Industrie automobile : Rien sous le capot](#)

Alors que le taux d'intégration se calculait, auparavant, sur une base financière, désormais, il se fera, à l'avenir, sur une base réelle. Avec l'adoption de la nouvelle loi sur l'investissement, l'Algérie compte attirer les grands constructeurs automobiles pour relancer une industrie qui peine à décoller, malgré les milliards dépensés par l'Etat. En effet, l'Algérie a entamé les négociations avec des constructeurs de renommée internationale en vue de se lancer officiellement dans cette industrie automobile.



## Le code des investissements adopté à la majorité : Comme une lettre à la poste

Cette loi doit être accompagnée par la révision de plusieurs textes, dont l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit...etc. Le projet de loi sur l'investissement a été adopté, hier, par la majorité des députés présents en plénière qui sont au nombre de 208. Il a été recensé 34 procurations. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la séance plénière consacrée à ce projet de loi «hautement stratégique s'est déroulée à huis clos. Le bureau de l' APN aurait pris cette décision par peur de ne pas atteindre le quorum. «Drôle et scandaleuse façon de lutter contre le phénomène de l'absentéisme dont souffre l' APN!», indique-t-on.



## المصادقة على قانون الاستثمار في "جلسة مغلقة" .. وزير الصناعة: زيارات الرئيس تبون بالخارج استقطبت مصانع وصناديق مالية

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني بالأغلبية على قانون الاستثمار الجديد، من دون تعديلات ولا مقترحات، ما عدا بعض التوصيات الخاصة بالنصوص التطبيقية المرافقة له والقوانين المتقاطعة مع النص الجديد.

في وقت امتنع رؤساء كتل برلمانية، من طريقة تمرير القانون في جلسة مغلقة ومحدودة العدد، دون فتح الملف للنقاش.

واتى وزير الصناعة أحمد زغدار على اقبال المستثمرين والصناديق المالية على السوق الجزائرية حتى قبل صدور القانون الجديد رسميا، منهم متعاملون عالميون في مجال السيارات والحديد وغيرها من القطاعات.

وكشف زغدار على هامش جلسة المناقشة والمصادقة على قانون الاستثمار الجديد بالمجلس الشعبي الوطني، اقبال عدد هائل من المستثمرين والصناديق المالية الأجنبية على السوق الجزائرية في أعقاب الزيارات الماراطونية التي قادت رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون إلى عدد من دول العالم، وقال الوزير: "الحكومة تنتظر في هذه المشاريع بمجرد صدور قانون الاستثمار الجديد رسميا، واستكمال النصوص التنظيمية المؤطرة له، المتواجدة اليوم على مستوى الأمانة العامة للحكومة، والتي سيتم الإفراج عنها في القريب العاجل."

**CRÉDITS BANCAIRES**

# La Banque d'Algérie allège les taux d'intérêt

*Comme il est d'usage depuis quelques années, la Banque d'Algérie a émis une nouvelle note fixant, pour le second semestre 2022, le plafond des taux d'intérêt au-delà duquel les banques et institutions financières ne doivent pas aller.*

Instauré il y a près de cinq ans, le plafonnement des taux d'intérêts a pour, entre autres objectifs premiers, d'être mettre à l'abri de tout abus les emprunteurs. Abus dans la fixation du taux d'intérêt par l'établissement financier prêteur. Le plafonnement concerne le découvert bancaire, le crédit à la consommation, le crédit à court, à moyen et à long terme, le crédit de financement de l'habitat et le leasing. A travers son instruction datée du 1<sup>er</sup> septembre 2016, dans son 2<sup>e</sup> article, la Banque d'Algérie stipule : «Constitue un crédit à taux d'intérêt excessif, tout concours

consenti à un taux d'intérêt effectif global qui excède, au moment où il est consenti, de plus d'un cinquième (20%), le taux effectif moyen pratiqué au cours du semestre précédent par les banques et établissements financiers pour des opérations de même nature.» A travers un autre article de la même instruction, la Banque d'Algérie rassure en stipulant que lorsqu'il est appliqué des taux supérieurs aux taux d'intérêt excessifs, l'emprunteur est en droit de réclamer à la banque ou à l'établissement financier concerné les sommes indûment perçues, majorées des intérêts calculés au taux d'intérêt effectif moyen de la catégorie de prêt concerné, déterminé par la Banque d'Algérie.

Ainsi, pour le second semestre qui s'annonce, la Banque d'Algérie a procédé à un léger abaissement des taux en faisant savoir que pour les découverts, le seuil du taux d'intérêt excessifs est fixé à 8,67%, pour les crédits à la consommation à 10,72% et pour les crédits à court terme à 8,41%. Des taux qui étaient et le sont encore jusqu'à la fin du mois courant à 8,77% pour les découverts, à 10,97% pour les crédits à la consommation, et 9,01% pour les crédits à court terme. Pour les crédits à moyen terme, le seuil du taux d'intérêt excessifs est fixé à 7,73% pour la deuxième



moitié de 2022, après avoir été à 8,26% durant le semestre en train de s'achever, alors que pour les six prochains mois, le taux appliqué pour les crédits à long terme sera de 7,65%, après avoir été jusqu'à fin juin de 8,22%. Quant au crédit de financement de l'habitat, il passe de 7,73% à 7,55% pour les six prochains mois, au moment où le leasing sera abaissé d'un point puisque passant de 13,03% à un taux de 12,03%.

Selon la réglementation de la Banque d'Algérie, les établissements qui en dépen-

dent sont tenus de lui adresser, cinq jours au plus tard après l'expiration des cinq premiers mois du premier et du deuxième semestre, une déclaration du taux effectif global appliqué durant les cinq premiers mois du semestre considéré. Et c'est dans le mois restant pour l'expiration de chaque semestre que la Banque d'Algérie procède au calcul des nouveaux taux pour ensuite les annoncer assez tôt avant le début de chaque semestre.

**Azedine Maktour**

**ALI BEY NASRI :**  
**«Le contexte géopolitique est favorable au partenariat»**

Lors de son passage, hier lundi à la Radio nationale Chaîne 3, Ali Bey Nasri a estimé que l'Algérie doit profiter de l'intérêt particulier porté par les pays industrialisés au secteur énergétique national. Le président de l'Anexal (Association nationale des exportateurs algériens) a insisté sur l'importance de l'exportation pour l'économie algérienne, ainsi que sur les obstacles qui peuvent entraver sa marche vers un équilibre économique.

Évoquant le modèle économique italien avec son importante assise industrielle et ses nombreuses PME/PMI, Ali Bey Nasri dira qu'il «peut servir d'exemple à l'Algérie», et de ce fait, il recommande l'accélération du rythme des réformes et la promulgation du nouveau code de l'investissement afin d'améliorer le climat des affaires et les conditions d'investissement en Algérie. «Il faut rassurer et encourager l'investisseur national, par l'amélioration de la situation des entreprises qui sont déjà en place», estime-t-il. Ajoutant que «l'État a assez de matières, d'éléments en main pour se tourner sérieusement vers l'exportation».

Lors de son intervention hier à l'émission «L'invité de la rédaction» de la Chaîne 3, le président de l'Anexal a appelé aussi à la mise en œuvre d'une loi sur les zones franches, «destinées à capter des investisseurs étrangers dans un espace d'extraterritorialité fiscale, douanière et monétaire». Et, eu égard aux insuffisances enregistrées en matière d'exportations, il a plaidé pour la nécessité d'«internationalisation» des entreprises algériennes, à travers notamment un certain nombre d'engagements de la part de l'État, a-t-il expliqué.

Compte tenu de la crise ukrainienne et des pressions qui s'exercent sur l'approvisionnement en gaz, le même responsable estime qu'«il y a une demande qui s'adresse à l'Algérie», et que «c'est le moment d'avoir une contrepartie et d'obtenir des accords de partenariat avec des investisseurs étrangers pour qu'ils viennent investir chez nous», a-t-il précisé. C'est dans ce sens qu'il appelle à saisir les opportunités du contexte géopolitique, pour conclure des accords de partenariat économique avec plusieurs pays.

**Abdelhalim Benyellès**

AVIS D'ÉCONOMISTES

# Réunir les conditions appropriées

**LE GOUVERNEMENT ŒUVRE À L'AMÉLIORATION DU CLIMAT des investissements pour garantir le décollage l'économie nationale. Le nouveau projet de loi prévoit, entre autres, des dispositions incitatives en direction des investissements directs étrangers (IDE), créateurs d'emploi, permettant le transfert de technologie et à l'Algérie d'intégrer les chaînes de valeurs internationales.**

**P**OUR le professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université Abouba-kar-Belkaïd de Tlem-cen, Chaïb Baghdad, les IDE contribuent grandement à la croissance économique à travers plusieurs avantages, entre autres, l'acquisition de technologie, la compétence humaine et organisationnelle, le financement, l'accès aux marchés internationaux. Selon lui, dans ce contexte économique international, l'Algérie ne peut espérer une relance économique durable et soutenable sans une assistance étrangère par le biais de ce type d'investissements.

Il estime préférable que ces IDE profitent aux domaines créateurs de valeur ajoutée et qui participent à l'internalisation de l'économie, sans se conformer à une priorisation des secteurs du moment que ces derniers peuvent profiter des avantages des investissements étrangers pour combler le vide et les insuffisances. Selon lui, un investisseur étranger

préfère les destinations qui sont avantageuses et profitables pour ses projets.

#### SOUVERAINETÉ NATIONALE

Dans ce cadre, «l'Algérie est tenue de réunir les conditions nécessaires et appropriées, à travers des mécanismes et des mesures à même d'attirer les investisseurs, à l'exemple d'un code d'investissement teinté d'un intérêt réciproque et mutuel, et surtout d'une mise en place d'un environnement économique qui soit plus attractif et captif de ces investissements, sans renier à notre souveraineté qui doit être prémunie contre toute immixtion des investisseurs étrangers», explique-t-il. Faut-il tenir compte de l'impératif de la sécurité nationale dans les procédures de délivrance de licences pour les projets d'IDE ?

«L'Algérie est libre de choisir les projets d'investissements étrangers qui soient en adéquation avec cette question, du moment que les IDE sont bien plus nombreux, diversifiés et géographiquement éparpillés, laissant ainsi, un grand choix

et une liberté à nos décideurs de capter et d'attirer les investissements qui contribuent dans la croissance économique», souligne l'expert. Et de poursuivre : «l'Algérie, de par ces bonnes relations avec certains pays à l'instar de la Chine, la Russie, la Turquie et autres, peut aussi étendre ce type de coopération à d'autres États qui aspirent aux mêmes avantages et profits mutuels et réciproques.» Sur cette question, Mourad Goumiri, expert en économie et finances, estime qu'il faut d'abord éliminer les licences et autres autorisations administratives pour laisser jouer les lois du marché, tout en introduisant la régulation en accordant des avantages régaliens (impôts et taxes, foncier industriel...) pour des projets structurants.

Professeur des universités et expert international, Abderrahmane Mebtoul estime que la réforme de l'administration et du système financier est un élément essentiel pour attirer l'investisseur. Evoquant les freins à l'investissement, il cite particulièrement l'absence d'un marché foncier où la majorité des wilayas livrent des terrains à des prix exorbitants, souvent sans commodités (routes, téléphone, électricité, gaz, assainissement...) et l'inadaptation du marché du travail avec la demande. De ce fait, il renvoie à la réforme du système éducatif et de la formation professionnelle.

■ Amokrane H.

AMÉLIORATION DES FINANCES DU PAYS

# Une bouffée d'oxygène, mais...

*Les finances du pays se portent de mieux en mieux. Après la période de vaches maigres, les nouvelles sont franchement réjouissantes et le gouvernement se frotte certainement les mains.*

PAR KAMEL HAMED

**E**n effet, grâce à la hausse des prix des hydrocarbures durant les premiers mois de cette année, l'Algérie enregistre déjà une nette amélioration de ses recettes en devises. Une tendance qui se poursuivra certainement durant les prochains mois comme l'indiquent toutes les prévisions des spécialistes.

A la fin de l'année en cours, il est ainsi attendu une forte hausse des recettes du pays générées par la vente des hydrocarbures. Selon les prévisions, l'Algérie exportera jusqu'à la fin de l'année en cours pour au moins 50 milliards de dollars.

Une manne financière importante comparativement aux années précédentes où le pays a connu une véritable chute de ses rentrées en devises du fait de plusieurs facteurs qui ont négativement influés sur les prix du baril de pétrole lequel a chuté jusqu'à des niveaux records jamais atteints jusque-là.

En effet le baril de pétrole s'est vendu sur les marchés pétroliers à moins de 20 dollars. Ce qui a largement pénalisé les finances du pays, notamment les réserves de changes qui ont commencé alors un cycle de baisse vertigineux.

Avec 50 milliards de dollars en 2022, cela constitue, selon les données présentées tout récemment par le P-dg de la Sonatrach, une hausse de 45 % par rapport à 2021.

L'année dernière, comme cela a été rapporté, la Sonatrach avait exporté pour 34,5



milliards de dollars. Il faut dire qu'une année auparavant, soit en 2020 la Sonatrach n'avait exporté que pour environ 23 milliards de dollars.

C'est dire le grand bond en avant effectué en deux ans. Cette chute des prix du pétrole entamée il y a 8 ans a causé beaucoup de dégâts aux finances du pays.

Des dégâts qui se sont répercutés sur les réserves de changes du pays qui, avant la crise, culminait presque à hauteur de 180 milliards de dollars.

Pour faire face aux besoins du pays, notamment en matière d'importation, le gouvernement a dû puiser dans les réserves de changes durant des années.

Il faut dire que durant la période de l'aïssance financière les différents gouvernements qui se sont succédé au palais du Dr-Saâdane, n'ont pas été très regardants sur les dépenses.

Les importations ont grandement explosé puisque l'Algérie importait à tout-va. La facture des importations avait alors frôlé les cimes pour atteindre le seuil des 60 milliards de dollars par an. C'est la crise et les

changements politiques intervenus dans le pays qui ont enrayé cet inhérent cycle. L'on s'est alors rendu compte de l'impossibilité de poursuivre dans cette voie et, de go, des mesures ont alors été prises pour baisser la facture des importations.

Comme l'arrêt de l'importation des véhicules. Des mesures contraignantes inévitables et le pays a alors fait face à moult problèmes pour faire fonctionner la machine économique engendrant du coup quelques pentures ça et là. Cela semble un lointain souvenir car tout porte à croire que la hausse du prix des hydrocarbures, du fait de la conjonction de plusieurs facteurs, est en train de s'inscrire dans la durée.

Cette amélioration des finances du pays est donc salutaire tant le gouvernement pourra ainsi faire face aux innombrables défis et pouvoir financer les programmes de développement déjà lancés ou ceux en voie de l'être.

Mais il faut faire attention pour ne pas dilapider cette manne financière, car les marchés sont versatiles.

K. H.

## الرئيس تبون استقبل شطرا واسعا من الطبقة السياسية مبادرة "لم الشمل" .. تنتظر اكتمال التفاصيل

بعد استقبال رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، ممثلين عن أحزاب سياسية، من كتلة الموالاة الداعمة له ومن قوى المعارضة، باستثناء حزبي العمال والتجمع من أجل الثقافة والديمقراطية والقوى المتكتلة في البديل الديمقراطي، لا تزال ملامح ومعالم المبادرة السياسية "لم الشمل" غير واضحة في نظر هؤلاء، بدليل أن أغلبهم لم يعد من مبنى المرادية حاملا مسودة أو مشروعا، وهو ما يدفع لطرح سؤال: ماذا بعد المشاورات؟



رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون

م. الفاتح عثمانى ٢٣

• أبدت الطبقة السياسية مواقفها المبدئية والنهائية من مبادرة "لم الشمل" ووضع جزء منها شروطا مسبقة قبل الخوض في أي غمار أو مسار سياسي يبحث عن التوافق، كضرورة اتخاذ إجراءات تهدئة وفتح المجالين السياسي والإعلامي ورفع القبضة الأمنية وإبداء ليونة حقوقية مع قضايا الحريات الفردية والجماعية وإطلاق سراح سجناء الرأي، مثلما ذكرت "جبهة القوى الاشتراكية" وحركة مجتمع السلم و"جبهة العدالة والتنمية" وحزب "جيل جديد".

ويعد قطع نصف الطريق نحو المبادرة بالمعنى وبالمفهوم الذي تحدثت عنه وكالة الأنباء منذ نحو شهرين واستقبال الرئيس جل الأحزاب السياسية، من بينها حزبان وشخصية سياسية محسوبة على المعارضة، وهو الدبلوماسي وزير الاتصال السابق، عبد العزيز رحابي، تطرح تساؤلات حول طبيعة المرحلة التالية من الخطوة وشكلها وأجندتها والمدعويين إليها؟ في وقت برزت قراءات جديدة ذهبت إلى نفي وجود الخطوة، بالنظر إلى عدم كشف الرئيس عن أجندتها، سوى ما تعلق بعنوانها وهدفها واستقباله جل الأطياف السياسية، بما فيها جزء من المعارضة. وتبرز في هذا الصدد قراءة رئيس حركة مجتمع السلم، عبد الرزاق مقري، الذي استبعد الطبيعة السياسية للخطوة ونفى ارتباطها بالحوار السياسي بين مختلف الفاعلين في المشهد السياسي، وإنما قال في تصريحات، خلال "منتدى النبا" منذ ثلاثة أيام، بأنها "تتعلق بمشاورات حول قضية الدعم الاجتماعي وتقوية الجبهة الداخلية لا غير".

وسألت "الخبر" العديد من الشخصيات السياسية التي التقت بالرئيس مؤخرا حول ما إذا كشف الرئيس عن تفاصيل حول شكل المبادرة ومسارها والمشاركين المحتملين فيها، غير أنهم أجابوا بأن صاحب المبادرة لم يتطرق إلى تفاصيل عن الخطوة وتاريخها وطبيعتها، باستثناء "رغبته الجادة في التغيير واستعداده للانفتاح على الطبقة السياسية وتوسيع قاعدة التشاور وشرح توجهات السلطة القائمة في إدارة شؤون البلاد".

والملاحظ على تصريحات ممثلي الأحزاب السياسية عقب لقاءها بالرئيس، أنها لم تتحدث عن طبيعة وتفاصيل المبادرة ولم تقدم رأيا أو موقفا يؤثر على وجود حديث دار حول تفاصيل المبادرة، وهو ما يترك المسألة رهينة

المعارضة فتعامل مع الأمر على أنه مبادرة وعبر عن موقفه تجاهها وربطها به التهدئة ووقف أشكال التضيق على الحريات واحترام الإرادة الشعبية واتخاذ إجراءات تهدئة تضع حدا لكل أشكال التضيق على الحريات وعلى الفعل السياسي.

ومن بين الشروط أو المقترحات التي يراها المكتب السياسي ممرا نحو "لم الشمل"، احترام حرية الرأي والكف عن كل أشكال التضيق عليها أو الاعتقال على أساسها وكذا مراجعة قوانين الإعلام والأحزاب والانتخابات.

وفي نفس الاتجاه ذهب الناشط السياسي المحسوب على المعارضة، عبد العزيز رحابي، وقال إن "المجتمع بمكوناته المدنية والسياسية أظهر دائما قدرته على التنازل وأن الأمر الذي يطرح نفسه بلحاح هو وضع تدابير لبناء الثقة".

وتابع الدبلوماسي السابق ودون الحكم المسبق على جوهر هذا النهج، من الضروري استيفاء جملة من الشروط السياسية، لعل أكثرها استعجالا مرتبط بالممارسة الحرة للسياسة من قبل الأحزاب السياسية والنقابات والحركة الجموعية.

وبالنسبة للأحزاب المعارضة التي قاطعت مسارات السلطة، على غرار حزب العمال والتجمع من أجل الثقافة والديمقراطية وقوى تتجمع في كتل البديل الديمقراطي، فإنها لم تبد موقفا من المبادرة ولم تعلن عن مشاركتها أو مقاطعتها لها بعد، في انتظار أن يتبين الخيط الأبيض من الأسود.

لفرضيتين، أولاهما أن الرئيس تبون ومستشاريه مازالوا عاكفين على "هندسة" المبادرة وقياس اتجاهات ومدى تفاعل المجتمع السياسي معه، وطلبوا من "ضيوفهم" عدم الإضغاع عنها، أو أن قراءة مقري بعدم وجود المبادرة بمعناها السياسي هي الأرجح؟ لكن العائد إلى تصريحات تبون وبقية وكالة الأنباء الرسمية وتصريحات بعض ممثلي الأحزاب السياسية، يجد أن فكرة المبادرة تكرر كثيرا وتفاعلت معها الأحزاب واستعدت لها وحضرت شروطها، فجبهة القوى الاشتراكية اشترطت قبل الخوض في أي مسعى توافقي وتشاوري "إطلاق سراح كل المعتقلين السياسيين ومعتقلي الرأي وإلغاء كل الترسنة القانونية القمعية، لاسيما للجوء بطريقة تعسفية لإجراء الحبس المؤقت".

وقدما أبدت أحزاب الموالاة المبادرة دون حتى أن تعرف مضمونها، تقترح جبهة القوى الاشتراكية أن "تكون بالضرورة مرادفة لانفتاح ديمقراطي حقيقي يمكن فيه لكل القوى الحية في البلاد، أحزابا كانت أو نقابات، جمعيات ووسائل إعلام، من النشاط والمشاركة بكل حرية وهذا بهدف تكريس التغيير السلمي والديمقراطي السلس لنظام الحكم".

يدوره تحدث رئيس حزب الفجر الجديد، الطاهر بن بعبيش، عن المبادرة، وقال في تصريح عقب لقائه بالرئيس إن مبادرة رئيس الجمهورية لم الشمل "طموحة" وتحتاج إلى "الدعم والمساندة"، مضيفا أنه "اتسم بالصراحة المطلقة".

أما حزب "ملاح الحريات" الذي ينتمي إلى

## أصدر مذكرة جديدة

# بنك الجزائر يحدد معدل الفائدة لكل البنوك وسقف الفائدة المفترطة

أصدر بنك الجزائر مذكرة جديدة وجهت إلى البنوك والمؤسسات المالية، تتعلق بتحديد معدل ونسب الفائدة المطبقة على كافة بنوك الساحة، كما قام بتسقيف نسب الفائدة المفترطة أو الزائدة.



سعر الفائدة يؤثر على رغبات المستهلكين في الاقتراض أو الادخار وايضا على قرارات المستثمرين من أصحاب الأعمال

### حقيقه صوابيلي

● وجه بنك الجزائر إلى البنوك والمؤسسات المالية مذكرة تحمل رقم 01-2022 مؤرخة في 22 جوان 2022، تتعلق بأسقف وحدود نسب ومعدلات الفائدة المفترطة المعملة برسم السداسي الثاني من سنة 2022، ولشارت المذكرة إلى أنه وفقا للتعليمية رقم 08-16 المؤرخة في 1 سبتمبر 2016، المتعلقة بطرق تحديد معدل الفائدة المفترطة المعدل والمتمم، لاصيغ المادتين 13 و14 وعلى أساس التصريح بالمعدلات الضمنية الشاملة برسم السداسي الأول من سنة 2022، وسقف معدلات الفائدة المفترطة لمختلف الأصناف والفئات الخاصة بمساهمات البنوك، فإن بنك الجزائر حدد، برسم السداسي الثاني 2022، حدود نسب الفائدة المفترطة لمختلف الأصناف، ووفقا للتعليمية ذاتها، فإن بنك الجزائر حدد معدلات الكشوفات البنكية بـ 7.89% فيما حدد معدل الفائدة على قروض تمويل السكن بـ 6.87% بالمائة، أما بالنسبة لمعدلات الفائدة المفترطة، فقد حدد بنك الجزائر بالنسبة للكشوفات البنكية بـ 8.67% بالمائة، مقابل 7.55% لقروض تمويل السكن، و10.72% بالمائة لقروض الاستهلاك.

وكان بنك الجزائر قد حدد برسم السداسي الأول من سنة 2022 معدلات الكشوفات البنكية بـ 7.97% بالمائة، فيما حدد معدل الفائدة على قروض الاستهلاك بـ 9.98% بالمائة، وقروض تمويل السكن بـ 11.84% بالمائة، أما بالنسبة لمعدلات الفائدة المفترطة، فقد حدد بنك الجزائر بالنسبة للكشوفات البنكية بـ 8.77% بالمائة، مقابل 7.73% بالمائة لقروض تمويل السكن، و10.97% بالمائة لقروض الاستهلاك، وهو ما يعني مراجعة المعدلات بصورة أدنى.

وقد سبق لبنك الجزائر أن وجه تعليمات أيضا للبنوك والمؤسسات المالية تتعلق بأسعار الفائدة المفترطة أو الزائدة، على غرار مذكرة تحمل رقم 02-2021 مؤرخة في 21 ديسمبر 2021، تتعلق بأسقف وحدود نسب ومعدلات الفائدة المفترطة المطبقة برسم السداسي الأول من سنة 2022، وعبر الأمر بالتعليمية رقم 10-2021 المؤرخة في 21 نوفمبر 2021 التي تعدل وتتم التعليمية رقم 8-2016 الصادرة بتاريخ 1 سبتمبر 2016 المتعلقة بإجراءات تحديد معدلات الفائدة المفترطة.

ويعتبر معدل الفائدة مهما على مستوى الأقراد والهيئات والمؤسسات، إذ يعتبر ارتفاع سعر الفائدة عائقا لبعض ممن يريدون شراء عقارات أو في إطار قروض الاستهلاك، لأن ارتفاع سعر الفائدة يعني ارتفاع تكلفة التمويل، ومن ثم يساهم في إساقفة نمو الطلب الاستهلاكي، وعلى العكس، فإن سعر الفائدة قد شجع البعض على الادخار للحصول على إيرادات أعلى إذا ما ادخروا جانب من مداخيلهم. كما أن سعر الفائدة له تأثير على الاقتصاد بصفة عامة، لأنه يؤثر ليس فقط على رغبات المستهلكين في الإنفاق أو الادخار ولكن أيضا على قرارات المستثمرين من أصحاب الأعمال، الذين يتأثرون بمعدلات فائدة مفترطة أو زائدة، وهي بالتالي تمثل عاملا نشور كونها عاملا مضاعفا للأعباء والتكلفة وهو أمر يسري على الأفراد والشركات على حد سواء.

الفعلي الإجمالي هو معدل سنوي يعادل معدل الفترة المحسوبة عند بلوغ أجل الاستحقاق، والمعبر عنه بنسبة مئوية برقمين بعد الفاصلة، كما يشمل إضافة إلى معدل الفائدة الاسمي، جميع التكاليف والعمولات والتعويضات الأخرى المفوترة من طرف البنك أو المؤسسة المالية عند منحهم للقرض.

كما يعد معدل الفترة حسب المادة 5 هو المعدل حتى تاريخ الاستحقاق الذي يجعل مبلغ القرض صافيا من العمولات والتكاليف والتعويضات المتعلقة من طرف المقرض عند منحه للقروض مساويا للمبالغ المحيطة المطلوبة من المقرض، بموجب تسديد إجمالي لكل من دفع الفوائد والعمولات والتكاليف والتعويضات الأخرى بكل أنواعها، ولا تدرج في حساب هذا المعدل الحقوق والرسوم المتعلقة من طرف البنوك والمؤسسات المالية، بصفتهم القائمين بالتحصيل لصالح الدولة.

وخصت التعليمية التي وقعها محافظ بنك الجزائر، السيد رستم فضلي، تعديل "المادة 2" من تعليمية 2016، وعليه، فإن المادة المذكورة قد صيغت على النحو التالي: "يعتبر قرضا بمعدل فائدة مفرط، كل دعم مالي ممنوح بمعدل فائدة فعلي إجمالي يفوق، عند منحه، عشر (10%) متوسط المعدل الفعلي المطبق في العمليات من نفس الطبيعة من طرف البنوك والمؤسسات المالية خلال السداسي السابق". بينما أشارت المادة الثالثة من التعليمية على أنه "تدخل هذه التعليمية حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ الإصدار عليها". أي اعتبارا من 21 نوفمبر.

جدير بالإشارة أن المادة 2 من تعليمية عام 2016، كانت تشير إلى أنه "يعتبر قرض بمعدل فائدة زائد، كل دعم مالي ممنوح بمعدل فائدة فعلي إجمالي يفوق، عندما يتم منحه خمس (20%) متوسط المعدل الفعلي المطبق في العمليات من نفس الطبيعة من طرف البنوك والمؤسسات المالية خلال السداسي السابق". كما لمت الإشارة إلى أن كل مجموعة عمليات من نفس الطبيعة تخضع لمعدل فائدة زائد تتمثل في مجموعات العمليات وفئات دعم، على غرار المكشوفات والقروض قصيرة الأجل وطويلة الأجل وقروض تمويل السكن والتمويل الإيجاري. فضلا عن ذلك، فإن المادة من التعليمية تضهد بأن معدل الفائدة

### تحديد بنك الجزائر ومعدلات ونسب الفائدة المتوسطة والمفترطة

الاصناف	متوسط نسبة الفائدة الفعلي X	حدود نسب الفائدة المفترطة العائلة
الكشوفات البنكية	7.89	8.67
قروض للاستهلاك	9.74	10.72
قروض قصيرة الأجل	7.65	8.41
قروض متوسطة الأجل	7.03	7.73
قروض طويلة الأجل	6.96	7.65
قروض تمويل لسكن	6.87	7.55
القرض الإيجاري	10.94	12.03

## في جلسة علنية محدودة برئاسة إبراهيم بوغالي نواب البرلمان يصادقون على مشروع قانون الاستثمار

الاستثمار، أثمرت برفع العراقل عن 915 مشروع استثماري، فيما تحسّل أكثر من 816 مشروع على التراخيص التي دخلت فعلاً النشاط، مما سمح باستحداث أكثر من 34 ألف منصب شغل.

### مراجعة قانون القرض والنقد

ولفت ممثل الحكومة، إلى أنه وبعد دخول القانون الجديد حيز التنفيذ، ستعرف الساحة حركية جديدة، مما يسمح بتحسين مناخ الأعمال، وهو ما يتطلب مراجعة لكل القوانين، مشيراً إلى أن الحكومة بدأت فعلاً في مراجعة المنظومة التي تعكس القرض والنقد، إضافة إلى المرور إلى إصلاحات جيبائية وتميزت تشريعية، وإصلاح المنظومة المالية والبنكية، كذلك مناخ، ما يعطي تحفيزاً أكثر وقابلية للمستثمر المحلي والأجنبي للاستثمار.

وبعد أن أكد أن الاستثمار توقف منذ سنة 2018، أشار الوزير أنه قد حان الوقت لخلق مناصب شغل يخلق الثروة من خلال الاستثمارات المحلية والأجنبية، ويفضل منظومة قانونية وهيئة تشريعية ترافق النصوص التنظيمية الجاهزة، أبرزها مشروع مرسوم يتضمن تشكيل الهيئة العليا للطعون، مرسوم تنفيذي يعدل المجلس الوطني للاستثمار وتشكيله وتسييره، والنص التنظيمي الذي يحدد سير الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار.

وكشف زغدار، أن قانون الاستثمار بات مطلباً للمستثمرين المحليين والأجانب، وهو ما سجله رئيس الجمهورية خلال زيارته إلى مختلف الدول الشقيقة والصديقة، حيث بحث عن تاريخ صدور القانون، الذي سيكون قبلة للمستثمرين، مبرزاً أن القانون بهذه المنظومة الجديدة والمنصة الرقمية تسمح بالمعالجة الآتية لكل الملفات ومراقبة المستثمر.

وشدد الوزير على أن المستثمر له واجبات وهو احترام المنظومة التشريعية، من أجل تجنب ما وقع في الماضي من تجاوزات، مشيراً إلى أن الوكالة الجزائرية للاستثمار سترافق كل المستثمرين المحليين والأجانب والتي سوف تعطي ديناميكية لخلق الثروة وخلق مناصب شغل وتعمية كل المناطق حتى تكون سنة 2022 سنة اقتصادية بامتياز.

التصنيع، أو حتى في الاستثمارات المهيكلّة التي نحتاجها، وكذا الاستثمار في المجال المنجمي، على غرار غاز جيبالات، لأن الموارد المنجمية كبيرة. وشدد زغدار، على أننا نبحث عن الأمن الغذائي، الذي يأتي في تلك الحلقة التي نريدها وازدواجية ما بين الزراعة والصناعة، حتى نصل إلى ما يعرف بالصناعة الغذائية التي سوف تحمي أمننا الغذائي، خاصة في الظروف الذي نعيشها اليوم.

وعلى مسامح رئيس المجلس الشعبي الوطني، إبراهيم بوغالي، الذي ترأس الجلسة، والوزير أحمد زغدار، تدخل رؤساء الكتل البرلمانية، حيث لمن الأحرار والأفلاق والأرندي والمستقل، التحفيز التي جاء بها القانون الجديد، مبرزين أنها تحقق قفزة نوعية في إطار تطوير اقتصاد البلاد وتحقيق مسعى الإقلاع الاقتصادي.

وشدد رئيس كتلة جبهة التحرير الوطني، سيد أحمد تاماري، على أن صيغة مناقشة المشروع جاءت نظراً للظرف الاستعجالي الذي تميز به النص، فيما قال خليفة سليمان، عن جبهة المستقبل، إن مشروع القانون بمثابة انطلاقة حقيقية لبلادنا. بينما عبرت حركة مجتمع السلم، على لسان رئيس كتلتها أحمد صادق، عن رفضها طريقة عرض القانون.

بينما قدّم رئيس الكتلة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي، محمد طويل توصيات سلمها لرئيس المجلس إبراهيم بوغالي.

ويعد المصادقة على مشروع القانون، تقدم وزير الصناعة بكلمة إلى نواب المجلس الشعبي الوطني، أكد من خلالها على أن «الجزائر أصبحت قبلة للاستثمار وهو ما نسمى بتحقيقه الحكومة، حيث أن أكبر الشركات وأكبر صنائيق الاستثمار قد حلت بالجزائر وتبحث عن فرصة للاستثمار».

وأفاد بوجود تنافس كبير من قبل الشركات الكبرى في عدة مجالات، من أجل صناعة الثروة واستحداث مناصب الشغل والابتعاد عن المنظومة القانونية السابقة التي كنا نعيش في ظلها.

وعاد زغدار ليؤكد على أن تعليمات رئيس الجمهورية، من أجل الإسراع في رفع عراقل

أعطى، أمس، نواب المجلس الشعبي الوطني الضوء الأخضر لمشروع قانون الاستثمار بعد المصادقة عليه، إيداناً بفتح أبواب الاستثمار في الجزائر للشركاء المحليين والأجانب، بعد أن صادقوا بالأغلبية على المشروع، في جلسة علنية محدودة طبقاً لأحكام المادة 36 من القانون العضوي رقم 16-12 الذي يحدد تنظيم المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملهما والعلاقات الوظيفية بينهما وبين الحكومة.

### هيام لعيون

بحضور 208 نائب و37 وكالة، بمجموع 245 صوت، أمس، نواب الغرفة الثانية للبرلمان، على مشروع قانون الاستثمار، قبل أن يُحال على مجلس الأمة للمصادقة عليه ويصبح ساري المفعول بمجرد صدوره في الجريدة الرسمية، ليدخل اقتصاد البلاد عهداً جديداً وفتح المجال أمام المستثمرين المحليين والأجانب لتحسين المناخ وتويع الاقتصاد الوطني، حيث أصطت خمس كتل برلمانية الضوء الأخضر لمشروع القانون وهي الأفلاق، الأرندي، البناء، المستقل والأحرار، فيما امتعت حركة مجتمع السلم عن التصويت.

### 8 نصوص تطبيقية للانطلاق في التصنيع

بدأت الجلسة العلنية المحدودة بالمجلس الشعبي الوطني، بعرض وزير الصناعة أحمد زغدار لمشروع قانون الاستثمار، الذي تضمن إشادة بالمزايا التي جاء بها مشروع القانون، المتمثلة خاصة في الاستقرار التشريعي والتحفيّزات الجديدة والضمانات التي أعطيت للمستثمرين المحليين والأجانب.

وكشف في السياق، عن أن هذا المشروع يتضمن ثمانية نصوص تطبيقية، من خلال أحكام 16 مادة تحيل تطبيقها عن طريق التنظيم، منها سبعة (7) جديدة وواحد (1) تعديلي وسوف تنشر في الأجل الفورية، حيث تسمح هذه النصوص لكل المؤسسات التي تنشط في صناعة السيارات، الانطلاق في







وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger